petitioner was entitled to ask that the names of such persons be placed on the valuation roll from which the list of electors is prepared.

3. *Under R. S. Q. 6218, amending Art. 1061, M.C., an appeal lies to the Circuit Court from the rejection by a local municipal council of the petition of an elector, that names of persons entitled to vote be placed on the valuation roll.*

4. *In the present case the petition was, in fact, made in writing, a list of names, signed by the petitioner, having been produced by him before the Council.*

Seem, that an appeal lies under Art. 1061, M.C., in the case of the revision of the triennial roll under Art. 735 M.C., whenever the demand has been made in a sufficiently definite form to leave no doubt as to the names of the persons sought to be placed on the list, and there exists some indication thereof in writing.

PAGNUELO, J. :—

Il s'agit d'un appel, sous l'acte municipal, contre le refus du conseil municipal de la paroisse de Ste.-Geneviève, d'entendre la demande faite par l'appelant, le 26 juillet dernier, d'inscrire certains noms de fils de cultivateurs et de propriétaires sur le rôle d'évaluation. La requête conclut à ce qu'ordre soit donné à la corporation intimée, et à ses officiers, d'inscrire sur le rôle d'évaluation les noms des dits fils de propriétaires et de cultivateurs. La corporation a plaidé en droit :

1o. Que le requérant n'a aucun intérêt à faire entrer au rôle d'évaluation les noms des dits fils de cultivateurs et de propriétaires ; attendu que, par l'art. 746 A, C.M., le rôle est corrigé chaque année pour les fins locales seulement, et que les dits fils de cultivateurs et de propriétaires ne peuvent être taxés et ne peuvent voter aux élections municipales.

La réponse est que les listes électorales parlementaires doivent être faites d'après le rôle d'évaluation, suivant l'article 177 des Statuts Refondus de Québec, tel qu'amendé par le statut de 1889, 52 Vict., ch. 4.

Par la section 4, le secrétaire-trésorier de chaque municipalité doit préparer la liste

alphabétique des électeurs parlementaires, chaque année, du premier au quinze du mois de mars. Cette liste doit comprendre les noms de toutes les personnes qui doivent être portées au rôle d'évaluation alors en force dans la municipalité, paraissant être électeurs, soit comme propriétaires ou occupants, ou en vertu de l'article 173 tel qu'amendé par la section 3 du même statut, c'est-à-dire, entr'autres les instituteurs, fils de cultivateurs ou de propriétaires. Tout électeur est intéressé à faire ajouter au rôle d'évaluation les noms des personnes qui sont électeurs, d'après la loi en force ; aussi, après discussion, ce moyen a été abandonné par l'intimée. D'ailleurs les mots " pour les fins locales seulement " ont été retranchés par le Statut 52 Vict., ch. 54, sect. 15, qui amende un grand nombre d'articles du Code Municipal. Je pourrais ajouter que ces mots faisaient opposition aux " fins de comté," pour les taxes que le conseil de comté peut imposer sur les différentes paroisses du comté.

2o. La corporation plaide qu'il n'est pas allégué que la plainte ait été faite par écrit. J'ai réservé ce moyen pour être examiné avec le mérite de l'appel.

3o. La corporation prétend que les noms des fils de cultivateurs et de propriétaires ne doivent être entrés que sur le rôle triennal, et que le conseil municipal n'a pas le droit d'ajouter ces noms, lorsque le rôle est seulement corrigé, chacune des deux autres années ; c'est pour cette raison que le conseil municipal a refusé d'entendre la demande de l'appelant. Cette raison me paraît mal fondée. La loi de 1889, 52 Vict., chap. 4, étend le droit de suffrage aux fils de cultivateurs et de propriétaires (sec. 3, amendement l'article 173 des statuts refondus de Québec). La section 4 amendement l'article 177 des statuts refondus de Québec, oblige le secrétaire-trésorier de la municipalité à faire, chaque année, une liste alphabétique de toutes les personnes qui, d'après le rôle d'évaluation, ont droit d'être électeurs, soit comme occupants ou propriétaires, ou en vertu de l'article 173 amendé. L'article 7 amende l'article 718 du code municipal, et déclare que le rôle d'évaluation doit comprendre les noms des fils de cultivateurs et de propriétaires avec plusieurs autres qui sont énumérés.